

NOTE AUX ORGANISATIONS



Montreuil, le 25 septembre 2024

Compte-rendu du rendez-vous avec le Premier ministre et la ministre du Travail

Délégation : Sophie BINET, Denis GRAVOUIL, Sandrine MOUREY

Nous avons interpellé le Premier ministre sur la grande colère démocratique et sociale qui traverse le pays et l'avons alerté sur ses responsabilités face à l'extrême-droite alors que son ministre de l'Intérieur reprend et banalise les thèses de l'extrême-droite et que lui-même annonce l'ouverture d'une réflexion sur l'AME. Nous lui avons indiqué notre exigence d'un discours très ferme et fort face à l'extrême-droite et qu'il n'était pas acceptable qu'il apparaisse comme soumis aux desideratas de Marine Le Pen. Visiblement mal à l'aise, il nous a indiqué qu'il héritait d'une situation dont il n'était pas responsable et qu'il essayait de faire au mieux sachant qu'il y avait 130 députés RN à l'Assemblée nationale... Nous lui avons répondu que pour la CGT, on ne débat pas avec l'extrême-droite, on la combat.

Nous sommes ensuite passés aux exigences sociales en rappelant la nécessité d'une rupture en profondeur avec la politique économique et sociale d'Emmanuel Macron et d'enterrer définitivement toutes les réformes régressives : chômage, fonction publique, fusion de l'audiovisuel public, logement, code du travail...

Il a pris note de nos demandes et nous a indiqué qu'il donnerait ses orientations dans son discours de politique générale.

- Salaires/pensions,

Cf dossier de détail sur les propositions CGT que nous avons portées.

Nous avons insisté sur le fait que ce n'était pas possible de renvoyer la balle au patronat, qu'il fallait que le gouvernement prenne ses responsabilités et qu'il ne pouvait en aucun cas s'agir de baisser les salaires bruts pour prétendre augmenter les salaires nets. Il nous a indiqué prendre bonne note de nos demandes et que le rapport Bozio-Wassmer n'était pas encore finalisé et sera bientôt publié.

- **Retraites**

Il nous a indiqué vouloir aménager la réforme (sans précisions, sur la pénibilité, les carrières des femmes), nous avons indiqué qu'il n'y avait pas d'autre possibilité que de l'abroger et que nous demandions l'organisation d'une conférence de financement.

- **Assurance chômage**

La ministre du Travail nous a dit qu'elle souhaitait que les acteurs sociaux reprennent la main sur l'emploi des seniors et l'assurance chômage. Nous avons insisté sur la nécessité d'une toute autre lettre de cadrage que celle de 2023, après un abandon définitif du dernier projet de décret, suspendu le 30 juin au soir du 1^{er} tour des législatives.

- **Services publics**

Nous lui avons dit qu'il ne pouvait pas être question de faire des économies sur les services publics et qu'au contraire la santé, l'école, l'enseignement supérieur, la recherche... avaient besoin d'investissements massifs. Nous avons insisté sur l'enjeu d'investir dans les infrastructures ferroviaires, de financer la décarbonation de l'énergie sur le financement du service public postal pour lequel nous avons demandé à être associés à la négociation.

Nous lui avons remis notre interpellation sur la situation de la PJJ, il nous a indiqué suivre ce dossier.

Nous lui avons dit la nécessité d'avoir de vraies mesures de justice fiscale, dans la durée, de conditionner les aides publiques aux entreprises et de commencer par annuler les 73 Md€ de baisse d'impôt du septennat d'Emmanuel Macron.

- **Industrie/ emploi**

Il nous a dit être très attaché à la question de l'industrie et vouloir agir. Nous lui avons remis la liste non exhaustive des 170 plans de licenciements en cours, l'avons interpellé sur nos propositions générales et sur les luttes en cours :

- La filière automobile, Ma France, Valéo... pour laquelle nous avons demandé à ce que les constructeurs soient convoqués lors d'une table ronde pour s'expliquer sur leur stratégie pour l'emploi en France.
- Gardanne et Cordemais.
- Le fret ferroviaire. Il nous a dit être très attaché au ferroviaire et s'engager à regarder de près ce dossier pour évaluer les possibilités d'un moratoire et d'une reprise de négociation avec Bruxelles.

- **Démocratie sociale**

Nous lui avons dit la nécessité de rétablir les CHSCT et de mettre fin à la répression syndicale et aux poursuites de syndicalistes, en dénonçant l'interpellation de nos 3 camarades de l'énergie de Limoges.

- **International**

Enfin, nous l'avons interpellé sur la situation au Proche-Orient en lui demandant de prendre des sanctions contre Israël pour obliger une trêve immédiate et la relance d'un processus de paix.

A la sortie de la réunion, au vu de l'absence de réponses à l'ensemble de nos questions, nous avons donc renouvelé notre appel à la mobilisation le 1^{er} octobre.